



Coupe des subventions culturelles par la Métropole : réaction de Lucille Lheureux, Adjointe aux Cultures

Lors d'une conférence de presse vendredi 13 décembre dernier, Pascal Clouaire, Vice-président de Grenoble Alpes Métropole à la Culture, annonçait à plusieurs associations culturelles l'arrêt des subventions de la part de la Métropole. Ni informée, ni contactée, la Ville réagit.

Lucille Lheureux, adjointe aux Cultures, déclare : « *La presse a mentionné, vendredi dernier, une information selon laquelle, pour des raisons de compétences, la Métropole allait arrêter de verser de subventions aux opérateurs culturels hormis ceux déjà transférés : ESAD, MC2 et CCN2 pour Grenoble. Il s'agirait là d'une conséquence directe au récent rejet d'une demande de modification des statuts de notre EPCI (Établissement public de coopération intercommunale).*

Cette décision du Vice-président à la Culture relève bien plus simplement d'une manipulation prenant prétexte de ce vote pour toucher à des structures grenobloises, espérant sans doute les monter contre la Ville de Grenoble. En pratique, Pascal Clouaire avait tout à fait la possibilité d'agir autrement et il doit assumer une décision qui n'a rien à voir avec le refus du transfert de compétences.

Premièrement, qu'est-ce qui a conduit le conseil municipal à refuser un transfert de compétences ? Le constat de dysfonctionnement des compétences déjà transférées. Nous avons donc choisi de refuser tous nouveaux transferts de compétence. Un choix d'ailleurs unanime au sein des groupes de la majorité en début de mandat, l'heure étant alors à une meilleure intégration. Hormis pour les équipements d'intérêt métropolitain, la Métropole a, depuis des années, contribué, certes très modestement, à hauteur de quelques dizaines de milliers d'euros, à financer des projets dont le périmètre dépasse largement celui de nos communes et qui contribuent au rayonnement de notre territoire au sens large.

Deuxièmement, des solutions sont possibles, en s'appuyant sur les équipements culturels que la Métropole continue de subventionner si elle ne souhaite plus directement subventionner les associations, ou si elle souhaite poursuivre, en s'appuyant sur ses autres compétences. D'ailleurs, le Président montre lui-même qu'il peut agir s'il le souhaite. Il a signé récemment des arrêtés de financement des associations que la Métropole ne serait plus censée aider. Des arrêtés qui financent donc certaines associations, au titre du développement économique. Mais peut-être le vrai sujet est-il plutôt que la Métropole a demandé une baisse nette de chaque budget de 20% pour s'aligner sur le budget Barnier ? La conférence de presse de Pascal Clouaire du vendredi 13 décembre et ses annonces ne sont-elles qu'un contre-feu ? Détournant ainsi l'attention de ces mesures et faire porter aux élu-es grenoblois-es les coupes budgétaires du Vice-Président à la Culture, qu'il a visiblement du mal à assumer.

Sur la forme également, je souhaite rappeler que la Métropole est un EPCI et son rôle est fondamentalement de coopérer avec les communes. Pascal Clouaire, Vice Président à la Culture métropolitaine, exerce donc une délégation pour laquelle la Métropole n'a pas la compétence. Jusqu'à présent la Métropole n'était donc pas compétente mais subventionnait les associations culturelles quand même. Aujourd'hui, elle n'est toujours pas compétente et elle décide de ne plus les subventionner.

Enfin, sur le fond, il est bon de s'interroger sur la nature de cette annonce, à un moment où la Région baisse ses aides, ou d'autres Régions suppriment quasi-totalement leurs subventions au monde culturel, est-ce le chemin de l'austérité budgétaire maquillée en une question de droit que nous voyons poindre ? Je rappelle que la Ville de Grenoble a fait le choix de maintenir le budget dédié à la culture, soit 27 433 351 euros pour 2025.

Il n'y a pas eu d'échange officiel entre la Ville et la Métropole, ni technique, ni politique, préalable à cette annonce. Aucune recherche de solutions communes. Le format de convocation des acteurs culturels, sans prévenir la Ville, en présence de la presse pour désigner la Ville comme bouc-émissaire est inacceptable et nous espérons que personne n'est dupe.

J'appelle chacun-e à la responsabilité, les acteurs culturels méritent la transparence et le courage politique. Nous œuvrons en ce sens et nous laissons Pascal Clouaire et le Président de la Métropole poursuivre seuls leur stratégie de communication anti-Grenoble qui n'est bénéfique pour personne et surtout pas pour les acteurs culturels.»